

Jours de colère dans le monde scolaire

Journée de mobilisation samedi, appel à la grève le 4 avril : du primaire au lycée, les profs rejettent les réformes Blanquer.

On dirait que le temps se gâte pour Jean-Michel Blanquer. Depuis son intronisation au ministère de l'Éducation nationale, il avançait ses pions et ses réformes sans coup férir, jouant de sa parfaite connaissance d'un système dont cet ancien recteur est le plus pur produit. Mais les meilleures choses ont une fin, et aussi les pires. Deux échéances devraient permettre d'en juger : dès demain, la journée nationale d'action à l'appel des cinq principales fédérations syndicales de l'enseignement (FSU, Unsa éducation, CGT Éduc'action, SGEN-CFDT et Snalc) ; puis une journée de grève « pour l'abandon du projet de loi Blanquer », jeudi 4 avril – appel également intersyndical (SNUipp-FSU, SNES-FSU, Snuep-FSU, Fnc-FO, CGT Éduc'action et SUD éducation).

L'article 1 et l'article 6 de la loi sont dans le viseur

Le premier signal a été perçu le 19 mars, lors de la journée interprofessionnelle de mobilisation des fonctionnaires. Pour la première fois depuis des mois, les enseignants étaient présents en force. Il faut dire qu'un mois avant, le 19 février, l'Assemblée avait adopté en première lecture le projet de loi sur « l'école de la confiance ». Un texte qui a suscité inquiétude et colère dans les salles des maîtres et des professeurs.

L'article 1 et l'article 6 de la loi sont particulièrement dans le viseur. Le premier laisse planer la menace d'un « *devoir de réserve* » imposé aux enseignants. Ceux-ci y voient la manifestation d'une volonté de censure, d'autant que certains d'entre eux ont eu droit à des menaces de sanctions de la part de leur hiérarchie quand ils critiquent un peu trop ouvertement la politique de leur cher ministre – ou s'organisent pour la combattre, comme ceux qui refusent de transmettre les résultats des évaluations de CP.

Quant à l'article 6, c'est celui qui met en place les « *établissements des savoirs fondamentaux* »



Manifestation contre les réformes du ministre Jean-Michel Blanquer, le 12 novembre 2018, à Paris. Julien Jaulin/HansLucas

en regroupant les écoles élémentaires sous l'égide du collège de secteur et en supprimant les directeurs. Une mesure redoutée en milieu rural où l'éloignement physique laissera les professeurs des écoles seuls pour gérer aussi bien les (lourdes...) tâches administratives que les relations avec l'ensemble de leur environnement : collectivités locales, partenaires divers et familles, en premier lieu.

De fortes inquiétudes se font jour

À cela s'ajoute le mécontentement de plus en plus fort sur la triple réforme des lycées : réforme du bac général et technologique, réforme du bac professionnel et profonde révision des programmes. Plus le voile de flou délibéré qui les entourait finit de se lever, plus se font jour de fortes inquiétudes, tant sur la forme – absence de concertation, autoritarisme, verticalité – que sur le fond : inégalités d'accès aux nouvelles « spécialités » du bac, lourdeur des programmes – ou, à l'inverse, pour le bac pro, appauvrissement dramatique. Fait notable : le ministre a été « lâché »



le 27 mars par le seul syndicat qui soutenait encore sa réforme, le SE-Unsa, qui en demande à présent le report ou « *de débloquer en urgence des dotations* » en postes. Il faut dire que ce syndicat a fait réaliser un sondage auprès de 3264 enseignants... dont seuls 4 % jugeaient la réforme positive!

Beaucoup de professeurs comprennent que les bouleversements envisagés masquent une volonté obstinée de faire des économies sur le dos de l'éducation. Ce que confirme l'annonce de la suppression, à la rentrée prochaine, de 2650 postes dans les collèges et les lycées, alors que la démographie dans le secondaire va connaître une croissance continue dès cette année et jusqu'en 2023. Invité (une fois de plus...) jeudi matin sur France Inter, le ministre a tenté de faire croire que ces suppressions seraient compensées par des heures supplémentaires... qu'effectuent déjà la plupart des enseignants. Une réponse qui n'est surtout pas de nature à calmer les inquiétudes. ●

OLIVIER CHARTRAIN